

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(C.C.A.P)**

N° DE MARCHE : AO26NO0003

**Maintenance des postes de livraison électrique des établissements
de la Direction Régionale Filiéris Nord**

Filiéris est une marque déposée pour son offre de santé par la CANSSM

CAISSE AUTONOME NATIONALE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE DANS LES MINES

77, avenue de Ségur - 75714 PARIS CEDEX 15

Contenu

I.	Présentation générale de FILIERIS.....	4
II.	Objet du marché et dispositions générales.....	5
1.	- Objet.....	5
2.	- Allotissement.....	5
3.	Procédure utilisée et forme du marché	5
4.	Durée du marché	5
III.	Parties contractantes	5
IV.	Documents contractuels	6
1.	Pièces particulières	6
2.	Pièces générales	6
V.	Obligations générales des parties	6
1.	Obligations du titulaire	6
2.	Obligations de Filieris.....	8
VI.	Modalités de commandes et d'exécution des prestations	9
VII.	Ajout retrait d'un matériel ou d'un site	9
VIII.	Modalités de détermination des prix.....	9
1.	Forme et contenu des prix.....	9
2.	Révision des prix.....	10
IX.	Vérification et admission.....	11
X.	Paie ment - établis sement de la facture	11
1.	Présentation des demandes de paie ment	11
2.	Transmission des factures par voie électronique	11
3.	Délai de paie ment.....	11
XI.	CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	12
1.	Avance.....	12
2.	Nantissement et cession de créances.....	12
XII.	Pénalités	12
1.	Pénalités de retard	12
2.	Pénalités pour mauvaise exécution des prestations :.....	13
XIII.	Frais et risques.....	13

XIV.	Résiliation	13
XV.	Assurances.....	14
XVI.	Revue du marché.....	14
XVII.	Litiges.....	14
XVIII.	Dérogations aux documents généraux.....	15

I. Présentation générale de FILIERIS

Filieris est un groupe de santé géré par la Caisse Autonome de Sécurité sociale dans les Mines (CANSSM). Cette dernière est l'organisme gestionnaire du régime spécial de Sécurité sociale des Mines.

Le Régime Minier est un régime spécial de sécurité sociale créé par le décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 modifié portant organisation de la sécurité sociale dans les mines. Suite au transfert de la branche assurance-maladie à la Caisse Nationale de l'Assurance Maladie (CNAM) et de la branche retraite des mineurs à la Caisse des Dépôts et Consignations, il assure une prise en charge globale des prestations de santé désormais accessible à tous sous la marque Filieris.

Filieris est placé sous la tutelle du Ministère des solidarités et de la Santé et du Ministère de l'Action et des comptes publics. Il est présidé par Philippe GEORGES, dirigé par Gilles DE LACAUSSADE, Directeur Général et administré par un conseil d'administration dont les administrateurs représentent les exploitants, les affiliés, l'Etat, la CNAM et des personnalités qualifiées.

Filieris est constitué d'un seul organisme : le siège est basé à Paris et les trois Directions régionales (également appelés Délégations Territoriales) sont situées en région, à savoir : à Lens pour le NORD, à Metz pour l'EST, à Alès pour le SUD.

Depuis la fermeture des mines, Filieris a vu la population de ses affiliés diminuer. C'est la raison pour laquelle il a ouvert son offre de soins en 2005 à l'ensemble de la population – à l'exception des pharmacies – et qu'il participe au financement et à la modernisation de structures d'accueil pour personnes âgées.

Filieris met également en œuvre des actions de santé publique, notamment par la prévention et la promotion de la santé pour ses affiliés et a développé une offre de soins comprenant plus de 220 œuvres, notamment :

- 138 centres de santé (généralistes, spécialistes, infirmiers, kinésithérapeutes), des dispensaires
- 18 pharmacies,
- 1 magasin d'optique
- 24 établissements sanitaires et médico-sociaux dont 3 unités de soins longue durée et 6 EHPAD,
- 16 services de soins infirmiers à domicile.
- 2 services d'aide à la personne ou services polyvalents et de soins à domicile

L'ensemble des professionnels de santé des centres de santé sont des salariés de la CANSSM.

Une présentation plus détaillée du régime minier est disponible sur le lien suivant : <http://www.filieris.fr>

II. Objet du marché et dispositions générales

1. - Objet

Les stipulations du présent cahier des clauses techniques particulières concernent des prestations de maintenance des postes de livraison électrique des établissements de la Direction Régionale Nord Filieris.

La description des prestations et services à fournir et leurs spécifications techniques figurent au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et son annexe applicable au présent marché.

2. - Allotissement

Le marché n'est pas alloti car son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

3. Procédure utilisée et forme du marché

La procédure de consultation utilisée est l'appel d'offres ouvert, en application des dispositions des articles L2124-2, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique (ci-après désigné CCP).

Il s'agit d'un accord-cadre composite, comprenant une part de prestations forfaitaires et une part de prestations à bons de commande sans montant minimum avec un montant maximum de 40 000 € HT sur la durée globale du marché, au sens des articles L2125-1.1°, R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique (ci-après désigné CCP).

Le marché reste soumis à la réglementation applicable aux marchés des organismes de sécurité sociale, soit à ce jour, les dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés publics des organismes de sécurité sociale.

4. Durée du marché

Le marché est conclu pour une période initiale d'une durée de 12 mois à compter de sa notification.

A l'issue de la première période d'exécution, le marché pourra être reconduit 3 fois expressément par le représentant du pouvoir adjudicateur par période de 12 mois, sans que la durée totale du marché, reconductions comprises, ne dépasse 48 mois (4 ans).

Le représentant du pouvoir adjudicateur se prononce au plus tard un mois avant la fin de la période considérée, en notifiant par écrit au titulaire sa décision de reconduction ou de non reconduction du marché. La non reconduction du marché n'ouvrira droit à aucune indemnité au profit du titulaire

Conformément à l'article R2162-5 CCP, l'exécution des bons de commande peut se prolonger jusqu'à 3 mois au-delà de la date de fin de validité du marché.

III. Parties contractantes

- Le représentant de l'Organisme, signataire du Marché, est :

**Le Directeur Général de la
CAISSE AUTONOME NATIONALE DE LA SECURITE SOCIALE DANS LES MINES
77, avenue de Ségur**

Le titulaire du marché désigne dès la notification du marché la ou (les) personne(s) ayant qualité pour le représenter vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, ainsi que pour l'exécution du Marché.

Le titulaire est tenu de signaler immédiatement au Pouvoir Adjudicateur toutes modifications survenant au cours de l'exécution du marché se rapportant au fonctionnement de sa société (modifications de la forme de l'entreprise, de sa raison sociale, des personnes ayant le pouvoir d'engager la société, changement d'adresse, etc.).

IV. Documents contractuels

Le marché, dont seul l'exemplaire original conservé dans les archives de la CANSSM fait foi, est constitué, par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, des documents ci-après par ordre de priorité décroissant:

1. Pièces particulières

- ✓ **L'acte d'engagement** (ATTR11) et ses annexes :
 - Annexe 1 - Annexe financière - DPGF/BPU
 - Annexes 2 – Cadre de Réponses Techniques (CRT)
- ✓ Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- ✓ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et son annexe 1 (photos des sites)
- ✓ L'offre technique du titulaire ;
- ✓ Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché
- ✓ Les bons de commandes

Toute clause portée dans l'offre du titulaire, contraire aux dispositions des premiers documents du marché, est réputée non écrite, notamment d'éventuelles conditions générales de ventes. Les documents originaux conservés dans les archives de la CANSSM font seuls foi.

2. Pièces générales

- ✓ Le Code de la Commande Publique
- ✓ Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (issue de l'arrêté du 30 mars 2021).
- ✓ L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de sécurité sociale.

V. Obligations générales des parties

1. Obligations du titulaire

Obligation de résultat : dans les circonstances normales d'exécution du marché, le titulaire est tenu à une obligation de résultat. Ainsi, le titulaire garantit à la Direction Régionale Nord Filieris que les prestations seront exécutées dans les délais impartis et selon les dispositions énoncées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Les techniciens du titulaire seront accompagnés par un représentant de Filieris afin de les guider dans les installations, d'assurer leur sécurité et de faciliter leur action dans la limite des moyens disponibles dans chaque établissement.

Si le titulaire est dans l'impossibilité d'assurer les prestations qui lui sont commandées dans le respect des clauses du présent marché, il doit en aviser immédiatement Filieris et lui soumettre les justifications.

La Direction Régionale Nord Filieris se réserve le droit de demander des précisions ou des éclaircissements au titulaire si elle estime que la prestation fournie n'est pas satisfaisante ou complète ou si elle ne répond pas aux exigences fixées dans le cahier des clauses techniques particulières.

Si le titulaire néglige de s'y conformer ou si les justifications fournies ne sont pas jugées suffisantes, il peut en résulter, suivant le cas et à l'appréciation du pouvoir adjudicateur, l'application de pénalités prévues au présent marché.

Personnels du titulaire : Le titulaire emploie, sous sa seule responsabilité, des techniciens et agents formés et qualifiés ayant l'expérience requise pour les prestations demandées et utilise les outils et méthodes nécessaires à l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à disposer à tout moment d'un personnel en règle avec la législation en vigueur et à s'acquitter notamment de l'ensemble des obligations dues en application des articles L.8323-1 et suivants du code du travail.

- Le titulaire emploie des techniciens ayant l'expérience requise pour les prestations et utilise les outils et les méthodes de maintenance nécessaires à l'exécution du marché
- Le personnel chargé de l'entretien des installations électriques doit avoir reçu une formation appropriée dans les conditions prévues aux articles R.4543-22 à R.4543-24 du code du travail

En outre le personnel affecté à la maintenance ou à la réparation des installations électriques doit être en mesure de pouvoir prouver son appartenance à la société prestataire du marché, pour cela, il doit être muni d'une carte d'identité de son entreprise et être en mesure de la produire sur simple demande de l'établissement ou de son représentant.

Le personnel de l'entreprise doit être doté des équipements nécessaires pour la bonne exécution des prestations dans des conditions normales de sécurité. Ces équipements doivent respecter les périodicités de révision.

Les équipements individuels de sécurité (EPI) doivent être à proximité immédiats du poste de travail et doivent être utilisés dès qu'une situation le nécessite.

Le personnel de l'entreprise doit porter en permanence un vêtement de travail approprié de l'entreprise ainsi que des chaussures de sécurité.

L'établissement ou son représentant se réserve le droit d'interdire l'accès d'un technicien aux installations s'il estime que celui-ci ne respecte pas les règles élémentaires de sécurité.

Le titulaire se réserve le droit exclusif de désigner le personnel affecté à l'exécution des prestations. Le personnel du titulaire devra avoir une connaissance et une expérience éprouvée des prestations objets des présentes.

Pour le cas où le titulaire n'est pas en mesure d'assurer ses obligations, il devra sous-traiter la prestation qu'il n'est pas en mesure d'effectuer. A ce titre et avant toute intervention de l'éventuel sous-traitant, le titulaire aura au préalable obtenu l'agrément de ce sous-traitant par FILIERIS.

La demande d'agrément du sous-traitant (DC4) sera transmise, de préférence, par voie électronique. La transmission de ce document par voie postale est admise en cas d'impossibilité de signer électroniquement le document.

L'établissement ou son représentant se réserve le droit de refuser l'accès à un établissement s'ils jugent que le comportement du titulaire est de nature à porter atteinte aux mœurs, à la dignité ou à la sécurité des personnes, qu'elles soient des résidents, du personnel de l'établissement ou des visiteurs.

Le personnel du titulaire, intervenant dans les établissements, devra respecter leur règlement intérieur, notamment en ce qui concerne les déplacements et les consignes de sécurité en vigueur, et d'une manière générale toutes les contraintes du site.

Ce document leur sera transmis lors de la réunion de lancement.

Hygiène, sécurité, protection de la santé et conditions de travail : l'attention du titulaire et de ses éventuels sous-traitants est attirée sur le fait que les prestations sont à effectuer dans des établissements de santé soumis à des règles d'hygiène et de sécurités strictes.

La sécurité des intervenants et des usagers doit être particulièrement encadrée.

FILIERIS aura toute autorité pour faire appliquer les mesures de sécurité préventive pendant l'exécution des prestations. Le titulaire devra s'y conformer sans délai et est tenu de prendre ou de faire prendre toutes les dispositions afin d'assurer l'hygiène, la santé et la sécurité :

- Des usagers des établissements
- Des employés intervenant sur sites

Le titulaire doit exercer une surveillance continue afin d'éviter tous accidents pouvant survenir sur ses employés ou aux personnes se trouvant dans l'environnement des installations électriques en cours de maintenance.

Signalisation des interventions : Le titulaire devra signaler toutes ses interventions sur le registre d'entretien de l'appareil concerné, ainsi qu'au service affaires générales chargé du site concerné par l'intervention.

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations prévus dans le présent marché.

Il est seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement à son personnel ou à des tiers.

Le titulaire maîtrise en permanence tous les risques d'accident tant corporel que matériel inhérents aux chantiers en appliquant les mesures de protection nécessaires et en respectant les règles en vigueur, notamment en matière d'Hygiène et Sécurité.

Lors de la prise en charge des installations, le titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance de leur état et ne saurait de fait se prévaloir d'aucun supplément en cours d'exécution.

Propreté des locaux : Le titulaire du présent marché prend à sa charge le nettoyage des ouvrages à réaliser au titre de ses interventions et la gestion des déchets du chantier.

Registre de sécurité : Le titulaire est tenu, à chaque intervention de maintenance (préventive et corrective) de compléter le registre de sécurité du site.

Développement durable : dans le cadre de la réalisation des prestations, le titulaire s'engage à prendre en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

2. Obligations de Filieris

Obligation générale : la Direction Régionale Nord Filieris s'engage à donner au titulaire tout renseignement utile pour la réalisation et la bonne exécution des prestations qui lui sont confiées.

Report d'exécution : en cas d'évènements imprévisibles, l'exécution des prestations peut être suspendue par Filieris sur demande motivée du titulaire. La Direction Régionale Nord Filieris peut décider de reporter une opération sans que le titulaire puisse prétendre à une indemnité.

VI. Modalités de commandes et d'exécution des prestations

A l'exception de POREBSKI, l'ensemble des postes de livraison fera l'objet d'une maintenance dans la première année d'exécution du marché.

La maintenance préventive et corrective est réalisée à l'issue de la transmission d'un bon de commande au titulaire.

L'émission du bon de commande pour la maintenance préventive est réalisée sur la base des tarifs remis dans l'offre du titulaire et le bon de commande pour les prestations à bons de commande, est réalisé sur la base d'un devis demandé au titulaire et qui sera établi à partir :

- des prix de main d'œuvre et de déplacement prévus dans son offre
- du prix par pièces détachées

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, si dans un délai de 3 jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande par le titulaire, la personne publique n'a pas reçu d'observation de ce dernier, le titulaire est réputé avoir accepté l'exécution des prestations définies dans le bon de commande. Les bons de commande pourront être émis pendant toute la durée du marché jusqu'au dernier jour de validité du marché. La durée d'exécution des bons de commande ne peut excéder 3 mois.

Prise en charge des prestations :

Dès le début de l'exécution du marché, un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et de l'état des installations électriques sera établi, précisant leur conformité à la réglementation en vigueur.

Achèvement de l'exécution des prestations :

Le titulaire s'engage à laisser en fin de marché les installations électriques en parfait état d'entretien et de fonctionnement. Un document le constatant sera dressé contradictoirement au plus tard huit jours ouvrés avant expiration du marché. Le cas échéant les travaux de remise en état des installations ou équipements détériorés seront exécutés à la charge du titulaire.

VII. Ajout retrait d'un matériel ou d'un site

Tout nouveau matériel concerné par le présent marché sera intégré dans le forfait de maintenance préventive par la voie d'une demande de devis. Le prix proposé pourra être négocié avec le titulaire du marché.

En cas de retrait d'un matériel concerné par la maintenance préventive, celui-ci sera retiré du marché avec information du titulaire par tout moyen. Dans ce cas, le prix de la DPGF sera mis à jour sans indemnité.

VIII. Modalités de détermination des prix

1. Forme et contenu des prix

Le marché est conclu à prix mixtes. Forfaitaires pour les prestations de maintenance préventive et unitaires pour les prestations de maintenance corrective.

Les prestations pour lesquelles un prix forfaitaire s'applique, quelles que soient les quantités commandées ou exécutées, sont les prestations définies dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et identifiées dans le cadre de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF/Annexe 1 à l'acte d'engagement).

Chaque prestation composant le prix forfaitaire total doit être chiffrée dans le cadre de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Les prestations pour lesquelles un prix unitaire s'applique, sont les prestations identifiées dans le bordereau des prix (BPU/Annexe 1 à l'acte d'engagement).

Les prix unitaires comprennent pour la seule maintenance corrective :

- Le prix main d'œuvre, prix main d'œuvre travail de nuit, prix main d'œuvre le samedi, dimanche et jours fériés
- Les frais de déplacement correspondent au déplacement entre l'établissement du fournisseur et l'établissement Filieris.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que tous les frais afférents à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires, la rémunération forfaitaire du titulaire, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

2. Révision des prix

Les prix initiaux figurant dans les annexes financières (DPGF/BPU) sont réputés établis aux conditions économiques correspondant au mois de la date limite de remise des offres, mois (M0). Ils révisés par application d'une formule dont l'élément variable est relevé sur le site de l'INSEE www.indices.insee.fr

Les prix initiaux sont fermes pendant la première période contractuelle du marché puis révisables à l'occasion de la reconduction du marché.

La formule de révision a pour seul but de prendre en compte, en hausse comme en baisse, l'évolution des conditions économiques par l'application d'un coefficient de révision déterminé selon la formule ci-après. Le coefficient de révision s'applique sur l'entièreté de la DPGF et du BPU.

Les prix seront révisés à la date anniversaire de notification du marché selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times (0,15 + 0,85 \times (\ln / I_0))$$

Dans laquelle :

P = prix révisé HT

P0 = prix de base HT

ln = dernière valeur de l'indice de référence publiée au mois de la demande de révision.

I0 = valeur de l'indice de référence publiée au mois correspondant à la date de remise des offres, mois (M0)

L'indice de référence choisi est :

- BT47 Electricité - Base 2010

Le titulaire devra faire parvenir à la CANSSM une proposition de révision des prix en indiquant de manière claire le nouveau prix et l'indice pris en compte un mois au plus tard avant la date d'anniversaire de notification du marché. Si le titulaire omet de notifier à la CANSSM cette proposition dans le délai imparti, les prix en vigueur continueront de s'appliquer pour l'année qui suit.

IX. Vérification et admission

Les opérations de vérification des prestations seront réalisées conformément aux règles édictées dans le Chapitre 5 Constatation de l'exécution des prestations. — Garantie. — Maintenance du CCAG/FCS.

X. Paiement - établissement de la facture

1. Présentation des demandes de paiement

Les factures afférentes aux différents marchés devront portées, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom, n° siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant la date et le numéro de l'ordre de service ;
- les prestations exécutées ;
- le lieu des prestations exécutées ;
- le montant hors T.V.A. ;
- le taux et le montant de la T.V.A. ;
- le montant total TTC ;
- la date.

Ces factures seront envoyées :

- pour les factures de maintenance préventive : semestriellement à terme échu,
- pour les factures de maintenance corrective, après la réalisation des prestations validées par le service fait apposée sur la facture.

2. Transmission des factures par voie électronique

Conformément aux dispositions des articles L2192-2 et L2192-3 du Code de la Commande Publique, le titulaire et ses sous-traitants admis au droit au paiement transmettent leurs factures via le portail gratuit et sécurisé : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités de transmission applicables imposent que les factures comportent systématiquement les informations suivantes :

- La référence à rappeler
- Le numéro SIRET 775 685 316 000 17 et le code service de l'établissement ayant passé la commande.

3. Délai de paiement

Conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique, le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours à compter de la date de notification au pouvoir adjudicateur du message électronique l'informant du dépôt de la facture sur le portail de facturation Chorus Pro.

Ce délai ne débute que si la facture est cohérente et ne comporte pas d'erreur auquel cas le délai ne débute qu'à compter de la facture corrigée.

Le dépassement du délai de paiement est constitué dès lors que les sommes dues au créancier, qui a rempli ses obligations légales et contractuelles, ne sont pas versées par le pouvoir adjudicateur à l'échéance prévue au contrat ou l'expiration du délai de paiement. Ce dépassement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le sous-traitant, au bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai, ainsi que d'une indemnité forfaitaire dont les modalités sont visées ci-après.

Le taux applicable pour le calcul des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente effectuée avant le premier jour du calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.
Les prix seront calculés en application de la taxe à la valeur ajoutée en vigueur lors du règlement.

Outre les intérêts moratoires, et indépendamment de la teneur du retard, tout dépassement du délai de paiement donne droit au versement au titulaire d'une indemnité forfaitaire de 40 € toutes taxes comprises et ce, par retard constaté.

XI. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

1. Avance

Le régime de l'avance est soumis aux dispositions des articles L2391-2 et 3 et R2391-1 à 15 du CCP.
Le candidat devra indiquer à l'acte d'engagement s'il renonce ou accepte de percevoir l'avance.
Le taux de l'avance pourra être porté à 30% si le titulaire du marché est une PME.

2. Nantissement et cession de créances

Le nantissement ou la cession de créances afférentes au présent marché peut être effectué dans les formes dans les conditions prévues aux articles L2391.8 et R2391-28 du CCP.

XII. Pénalités

En cas de dépassement des délais contractuels dans la réalisation des prestations ou de mauvaise exécution de celles-ci, **le titre encourt sans mise en demeure préalable**, les pénalités ci-après.
Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application des pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application des pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du pouvoir adjudicateur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions prévues à l'article 45 du CCAG référence.

Par dérogation aux articles 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG/FCS, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :

1. Pénalités de retard

- Lorsque la date programmée de la maintenance préventive d'un matériel n'est pas respectée, sans que le titulaire ait prévenu le représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai de 48 heures avant la date prévue, une pénalité d'un montant de 25% du montant total de la prestation de maintenance préventive pour le site concerné s'appliquera. Au-delà d'un délai de 5 jours ouvrés de retard par rapport à la date de rendez-vous initiale pour la réalisation de la maintenance préventive, la pénalité est portée à 50% du montant total de la prestation prévue pour le site concerné.

- Lorsque les délais contractuels d'intervention pour la maintenance corrective sont dépassés, sauf cas de force majeure avéré, une pénalité d'un montant de 10% du montant total de la prestation de maintenance corrective prévue, s'appliquera. Si le retard dépasse le délai maximum d'une semaine pour la réparation du matériel, la pénalité est portée à 25% du montant de la prestation prévue.

2. Pénalités pour mauvaise exécution des prestations :

Lorsque le titulaire n'a pas réalisé les prestations dues au titre du cahier des clauses techniques particulières, il encourt les pénalités suivantes :

- En cas de danger immédiat ou de non-conformité, il sera appliqué une pénalité de 30€ par jour de retard.
- En cas de non complétion du carnet d'entretien ou de non transmission du rapport d'intervention dans les délais prévus, il sera appliqué la pénalité de 40 € par jour de retard.
- En cas de non mise à jour des documents techniques des matériels objet du marché dans le délai prévu, il sera appliqué la pénalité de 20 € par jour de retard.
- En cas de non réception du rapport annuel d'activité dans le délai prévu, il sera appliqué une pénalité de 20 € par jour de retard.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, le montant des pénalités de retard est plafonné à 25% du montant du marché ou du bon de commande.

Le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

L'application des pénalités visées ci-dessus est laissée à l'appréciation de l'acheteur qui conserve également la possibilité de refuser le travail réalisé par le titulaire, d'en prescrire la réfaction partielle ou totale aux frais du titulaire. Le montant des pénalités est cumulatif.

XIII. Frais et risques

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas

XIV. Résiliation

La CANSSM a la faculté de résilier le présent marché dans les conditions de préavis et de droit du titulaire telles que prévues dans le chapitre 7 du CCAG-FCS.

Conformément à l'article 38 du CCAG-FCS, le marché peut être résilié par la CANSSM à tout moment, pour motif d'intérêt général, qu'il y ait ou non faute du titulaire. Cette résiliation est effectuée par lettre recommandée avec avis de réception postal.

L'application des pénalités est sans préjudice de la faculté de la CANSSM de notifier la résiliation du marché. Dans cette hypothèse, l'intégralité des pénalités versées ou dues par le titulaire reste définitivement acquise à la CANSSM.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG - FCS, il ne sera versé aucune indemnité de résiliation.

XV. Assurances

Le titulaire, ainsi que ses éventuels cotraitants ou sous-traitants, déclarent être assurés pour leur responsabilité civile et professionnelle auprès d'une compagnie notoirement solvable pour tous les dommages matériels et immatériels (dommages corporels, matériels, immatériels, accidents, vols et pertes d'exploitation) consécutifs à l'exécution de la prestation par leur personnel ou leurs collaborateurs.

La responsabilité du titulaire pourra être engagée en cas d'inexécution partielle ou totale de la prestation, objet du marché, ou en cas de dommage causé aux éléments matériels.

Le titulaire s'engage à maintenir ces garanties pendant toute la durée du marché.

La CANSSM se réserve la possibilité de demander à tout moment la ou les polices d'assurance souscrites par le titulaire ainsi que la preuve de l'acquittement des primes correspondantes.

Les franchises éventuellement prévues par les contrats d'assurance souscrits par le titulaire restent intégralement à sa charge.

XVI. Revue du marché

Le marché sera évalué et revu conjointement par chaque établissement et le titulaire une fois par an aux alentours de la date anniversaire du marché lors d'une « revue de marché ». La Direction des Affaires générales de la Direction Régionale NORD sera à l'initiative et associée à cette revue, au besoin, la Direction Nationale des Achats et des Affaires Juridiques (DNAAJ) du Siège de la CANSSM sera sollicitée.

Lors de cette revue de marché, le titulaire présentera notamment une synthèse :

- des interventions sur les installations électriques dans chaque établissement lors de l'année écoulée
- un bilan de la maintenance préventive reprenant les actions correctives nécessaires à budgéter
- un point sur les actions en cours

Dans ce cadre sera en outre évalué le niveau de consommation des pièces détachées.

Le titulaire proposera à chaque établissement un plan d'actions face aux nouvelles difficultés rencontrées ou par rapport aux objectifs non atteints.

XVII. Litiges

Les parties s'efforceront de régler par voie amiable les différends, qui pourraient survenir lors de l'exécution du présent marché.

Les litiges qui ne peuvent être réglés par voie d'arbitrage sont soumis aux juridictions judiciaires compétentes du ressort du siège social de la CANSSM (Tribunal judiciaire de Paris –Parvis du Tribunal Judiciaire de Paris- 75859 Paris Cedex 17).

XVIII. Dérogations aux documents généraux

Articles du présent CCAP apportant la dérogation	Articles du CCAG FCS auxquels il est dérogé
Article 4 « documents contractuels »	Article 4
Article 5 « bons de commande »	Article 3.7.2
Article 12 « pénalités »	Articles 14.1.1 et 14.1.3
Article 14 « la résiliation »	Article 42